

Sauvons la culture !

Manifeste d'intérêt général pour l'art et la culture

mardi 22 avril 2008

La remise en cause brutale de nombreux financements liés au soutien à la création, à la démocratisation de l'accès à la culture, à la politique de la ville, à l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle artistiques ou encore aux actions internationales, suscite inquiétude, indignation et colère [1] chez tous ceux qui œuvrent au quotidien pour l'art et la culture.

Cinquante ans de politiques culturelles innovantes et audacieuses ont permis la création d'un maillage culturel territorial quasiment unique au monde. Des salles de cinéma, des théâtres, des bibliothèques, des lieux de spectacles et d'expositions, des orchestres, des artistes de toutes formes d'expression artistique (théâtre, danse, musique, cinéma, arts visuels, arts du cirque et de la rue...) qui se déplacent sur tout le territoire, des associations, des festivals et manifestations liés à tous les arts, permettent partout en France, à un vaste public de rencontrer des œuvres, leurs auteurs et interprètes.

Aujourd'hui, cette richesse collective est mise en péril.

« Le budget d'austérité » proposé par notre ministre de la Culture et de la Communication et par le Premier ministre, ainsi que les arbitrages annoncés pour l'année 2008, les perspectives sombres des futurs budgets bientôt triennaux nous alarment à juste titre. La part de la Culture représente déjà moins de 1 % du budget de l'État. Comment accepter que le budget de la culture soit encore révisé à la baisse ?

Des dizaines de milliers d'emplois sont concernés. L'existence même de nombreuses actions et structures est menacée. Mais, par-delà l'aspect financier, c'est le renouvellement des talents, l'unité et la solidarité entre générations, le droit à accéder aux langages de l'art, à l'expression et à la création qui sont en danger.

Les collectivités locales, depuis des années, interviennent massivement en faveur de l'art et de la culture. Si elles sont amenées à jouer un rôle plus important, l'État a un rôle à jouer pour garantir l'égalité entre les territoires et assurer la cohérence, la complémentarité et la diversité des politiques publiques pour la création artistique et son appropriation citoyenne.

Nous soutenons que l'État doit affirmer le caractère essentiel de la création, le droit inaliénable pour tout être humain d'accéder à l'imaginaire et à la pensée, à l'éveil sensible et à l'esprit critique par l'art et la culture.

Pour cela, il doit :

- garantir la diversité des créations, tant dans leurs moyens de production que de diffusion, et non les réduire à des produits de consommation culturelle en les livrant à la seule loi du marché ;
- assurer à tout citoyen la rencontre avec des œuvres en accompagnant de manière volontariste l'action et la diffusion culturelles, et en épaulant les artistes et les relais institutionnels et associatifs ;
- maintenir et promouvoir l'éducation artistique dans les programmes de l'Éducation nationale en lien avec le ministère de la Culture et de la Communication. Réconcilier les

enfants, à l'école comme à la télévision, avec toutes les formes d'intelligence ; les aider dans les établissements scolaires comme à l'extérieur, à distinguer une œuvre d'un produit ; leur donner le choix des arts dans leurs diversités, en faire une chance et une arme contre les déterminismes et les divisions.

L'État doit contribuer réellement au financement de cette ambition qui fait de la France une exception et lui confère son rayonnement et son attractivité internationale. Nous devons résister à ces bien maigres économies qui causeront de bien grands dégâts (Victor Hugo).

À quelques semaines de la présidence française de l'Union européenne, nous nous devons de relancer le débat national pour le porter ensuite au niveau communautaire.

Rassemblant toutes les disciplines artistiques, nous exigeons que cette question cruciale soit replacée au cœur des préoccupations de notre société.

Aussi appelons-nous à la mobilisation pour une politique culturelle ambitieuse, intelligente et généreuse, à la hauteur de l'enjeu démocratique.

Un appel de

- *Afo, Association française des orchestres*
- *Arpan, Association régionale des arts et des cultures numériques*
- *Cipac, Fédération des professionnels de l'art contemporain*
- *Collectif national de l'action culturelle cinématographique et audiovisuelle*
- *Fédération nationale des acteurs "culture multimédia"*
- *Fédérations d'éducation populaire pour les arts et la culture au quotidien*
- *Fsu, Fédération syndicale unitaire*
- *Synavi, Syndicat national des arts vivants*
- *Syndeac, Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles*
- *Tram, Réseau art contemporain Paris/Ile-de-France*
- *Ufisc, Union fédérale d'intervention des structures culturelles*
- *Union des musiciens de jazz*

Rejoindre les signataires sur www.sauvonslaculture.fr

Notes

[1] Rappel des actions et mobilisations des professionnels de la culture

- 19 novembre 2007 : conférence de presse des syndicats des employeurs du spectacle vivant à l'occasion de l'adresse d'une lettre ouverte au président de la République.
- 11 janvier 2008 : rassemblement national des acteurs de la diffusion et de l'action culturelle cinématographique et audiovisuelle, de l'éducation artistique, au cinéma Saint-André-des-Arts. Sont présentes près de 300 structures et associations nationales, régionales et locales, ainsi que de nombreux cinéastes.
- 18 février 2008 : regroupement national des acteurs de la culture multimédia, 55 structures et associations présentes à la Maison populaire de Montreuil.
- 22 février 2008 : soirée « Écrans noirs » dans plus de 200 salles de cinéma sur tout le territoire, intervention de Jeanne Moreau au César, message (censuré) de Mathieu Amalric.
- 27 février 2008 : mobilisation de 80 metteurs en scène de théâtre à l'Odéon
- 28 février 2008 : adresse au président de la République. Pleine page publiée par *Le Monde* et *Libération*.
- 29 février 2008 : rassemblement au Palais Royal et mobilisation nationale contre le désengagement de l'État dans la culture.
- 15 avril 2008 : lettre ouverte à monsieur Fillon, suite à une lettre adressée le 12 mars par les syndicats d'employeurs du spectacle vivant au Premier ministre, restée sans réponse.